

## Analyses et comptes rendus

---

BATTESTI, Vincent & IRETON, François (dir.). — *L'Égypte au présent. Inventaire d'une société avant révolution*. Paris, Sindbad ; Arles, Actes Sud, 2011, 1 179 p., bibl.

« La paupérisation d'une grande partie de la population et l'augmentation des inégalités semblent difficilement tenables à terme et pourraient alimenter les mouvements extrémistes religieux à caractère politique ou favoriser des explosions sociales. » Cette phrase, extraite de la contribution d'H. Djoufelkit-Cottenet (p. 531), témoigne à elle seule de tout l'intérêt heuristique que le lecteur, novice ou spécialiste, tirera de la lecture de cet ouvrage.

D'abord, parce qu'il comble, à point nommé, un manque éditorial patent dans les études francophones sur l'Égypte contemporaine qui jusqu'alors n'a fait l'objet que d'une publication collective parue en 1977, sous le titre *L'Égypte d'aujourd'hui*. Ensuite, parce que les profondes transformations structurelles auxquelles est confrontée la société égyptienne depuis ces trente dernières années et qui expliquent l'avènement des révoltes récentes, nous sont ici présentées d'une façon aussi limpide que bouleversante sans que ne soit faite l'économie de la finesse et de l'objectivité nécessaires au travail scientifique. Plus encore, le lecteur sera frappé de voir, en dépit de la grande diversité des sujets traités (environnement, insécurité alimentaire, économie politique, géopolitique, industrie, société civile, religion) et de la densité de l'ouvrage (1 179 p.), comment, à la façon de vases communicants, les contributions s'enchaînent, se répondent et s'enrichissent avec pour unique redondance celle de penser le plan d'ajustement structurel comme le symptôme commun aux problèmes observés. Le plan d'ajustement structurel, négocié par M. H Moubarak durant la crise économique des années 1980 avec les autorités de Bretton Woods, puis mis en œuvre dès le début des années 1990, est notamment présenté comme le commutateur déclenchant de l'exacerbation des souffrances des plus vulnérables et du désenchantement d'une jeunesse sacrifiée qui représente pourtant plus de la moitié du total de la population égyptienne. La combinaison des contributions montre que ce plan dont la vocation est d'assainir les finances publiques et de réduire le rôle économique de l'État, alors même que les émeutes de la faim révèlent quelques années plus tôt la fragilité des plus vulnérables, plonge l'Égypte dans une crise globale et généralisée. Crise du logement, crise de l'emploi, crise de la famille, crise de l'enseignement, crise de l'industrie, crise environnementale, autant d'éléments qui, pour la grande majorité des Égyptiens, rend le quotidien insoutenable, ceci sous le regard silencieux des intellectuels et des médias. Ainsi, alors que les difficultés s'accroissent au fur et à mesure que le désengagement de l'État progresse, le peuple se retrouve soumis à lui-même, bâillonné par un État qui, pour endiguer les conflits sociaux, ne trouve pas mieux que de greffer à la libéralisation économique une politique de délibéralisation, c'est-à-dire de restriction des libertés publiques. On regrette alors que les auteur(e)s n'aient pas davantage insisté sur le dépassement et les craintes d'un État qui, pendant toute la durée des réformes, n'a eu de cesse de privilégier l'ambiguïté au débat public. Or, Louis Blin (1992) a judicieusement montré que parce que

L'impopularité présumée de ce programme pouvait entraver son application et favoriser les contestations, l'État égyptien a préféré se poser en victime des pressions extérieures et a refusé d'admettre sa propre responsabilité dans la déprédation économique du pays. Ceci aurait peut-être permis au lecteur de mieux comprendre que ce défaut de communication a progressivement participé à la dégradation des relations entre des gouvernés lassés d'être infantilisés et des gouvernants qui, pour « sauver la face » et préserver leurs intérêts, se sont éloignés du peuple, créant de fait une situation « cocotte-minute » prête à exploser à tout moment. Dès lors, saisissant l'opportunité qui leur est faite, les mouvements religieux, comme le montrent notamment J. N. Ferrié et T. Aclimandos, s'inscrivent graduellement dans le paysage politique égyptien. Toutefois, ce qu'ignorent encore les auteur(e)s au moment où ils finalisent la rédaction de cet ouvrage, c'est que la réaction du peuple n'est plus, comme certains d'entre eux le supposent, une question de temps mais une question de jours. C'est précisément ce qui, à la façon d'un chapitre conclusif écrit par les Égyptiens eux-mêmes, confère à la révolution son caractère prévisible et à l'ouvrage son caractère quelque peu « visionnaire ». Au final, *L'Égypte au présent* prouve avec virulence que la révolution égyptienne n'avait rien d'imprévisible. De même que vouloir l'assortir d'un caractère irréversible qui nierait toute idée de continuité entre un avant et un après révolution serait dénué de sens. En témoigne, la victoire du candidat des Frères musulmans aux récentes élections présidentielles. Quant à l'idée de croire qu'elle pouvait être un événement isolé et contenu, le « Printemps arabe » aura suffi à la faire voler en éclat. D'ailleurs, comment s'empêcher de faire un parallèle avec la crise économique, politique et sociale que traverse l'Europe ? Pour les Européens les plus vulnérables, le quotidien n'est guère meilleur que celui des Égyptiens. Le désengagement de l'État, bien qu'il progresse, n'est pas plus souhaitable. Les réactions contre les mesures d'austérité sont de plus en plus vives. La comparaison est tentante et les similitudes sont troublantes. Ceci à la différence près que le spectre du nationalisme pourrait bien se substituer à celui de l'intégrisme religieux et qu'à l'audace de la « jeune » Égypte pourrait se suppléer, sur le « vieux » continent, un immobilisme qui, sous fond démocratique, pourrait bien se laisser prendre au jeu du *statu quo*.

Delphine LOUPSANS

BAZENGISSA-GANGA, Rémy, SOUNGA-BOUKONO, Gabriel & TABARD, René (dir.). — *Le Cardinal Biayenda et le Congo-Brazzaville*. Colloque à l'Institut catholique de Paris, 14-15 février 2008. Paris, Karthala, 2012, 264 p., bibl.

Qui a assassiné le cardinal Émile Biayenda et quelles sont les circonstances qui entourent le mystère de son assassinat ? Telles sont les principales questions susceptibles d'intéresser les observateurs de l'histoire sociale du champ politique congolais qui, depuis le siècle dernier, est émaillée d'assassinats, d'intrigues politiques, de coups d'État et de logiques de guerre.

Le colloque, qui a réuni historiens, anthropologues, sociologues, politistes, théologiens, journalistes les 14 et 15 février 2008 à l'Institut catholique de Paris, avait pour objectif majeur d'aider à mieux comprendre le cardinal Émile